



## Brussels Studies

La revue scientifique pour les recherches sur Bruxelles  
/ Het wetenschappelijk tijdschrift voor onderzoek over  
Brussel / The Journal of Research on Brussels  
**Collection générale | 2022**

---

# Roger Nols : un bourgmestre (in)déboulonnable ?

*Roger Nols: een (on)aantastbare burgemeester?*

*Roger Nols: a mayor to be forgotten?*

**Serge Jaumain et Joost Vaesen**

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/brussels/6055>

DOI : [10.4000/brussels.6055](https://doi.org/10.4000/brussels.6055)

ISSN : 2031-0293

### Traduction(s) :

Roger Nols: een (on)aantastbare burgemeester? - URL : <https://journals.openedition.org/brussels/6069> [nl]

Roger Nols: a mayor to be forgotten? - URL : <https://journals.openedition.org/brussels/6074> [en]

### Éditeur

Université Saint-Louis Bruxelles

### Référence électronique

Serge Jaumain et Joost Vaesen, « Roger Nols : un bourgmestre (in)déboulonnable ? », *Brussels Studies* [En ligne], Collection générale, n° 168, mis en ligne le 01 mai 2022, consulté le 17 août 2023. URL : <http://journals.openedition.org/brussels/6055> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/brussels.6055>

---

Ce document a été généré automatiquement le 17 août 2023.



Creative Commons - Attribution 4.0 International - CC BY 4.0  
<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

---

# Roger Nols : un bourgmestre (in)déboulonnable ?

*Roger Nols: een (on)aantastbare burgemeester?*

*Roger Nols: a mayor to be forgotten?*

**Serge Jaumain et Joost Vaesen**

---

## NOTE DE L'ÉDITEUR

Pour voir les figures dans une meilleure résolution, accédez à l'article en ligne et cliquez sur « Original » en dessous de celles-ci.

## NOTE DE L'AUTEUR

La recherche qui est à la base de ce texte a été menée par Philomène Gallez dans le cadre d'un projet du Brussels Studies Institute (BSI) financé par la commune de Schaerbeek.

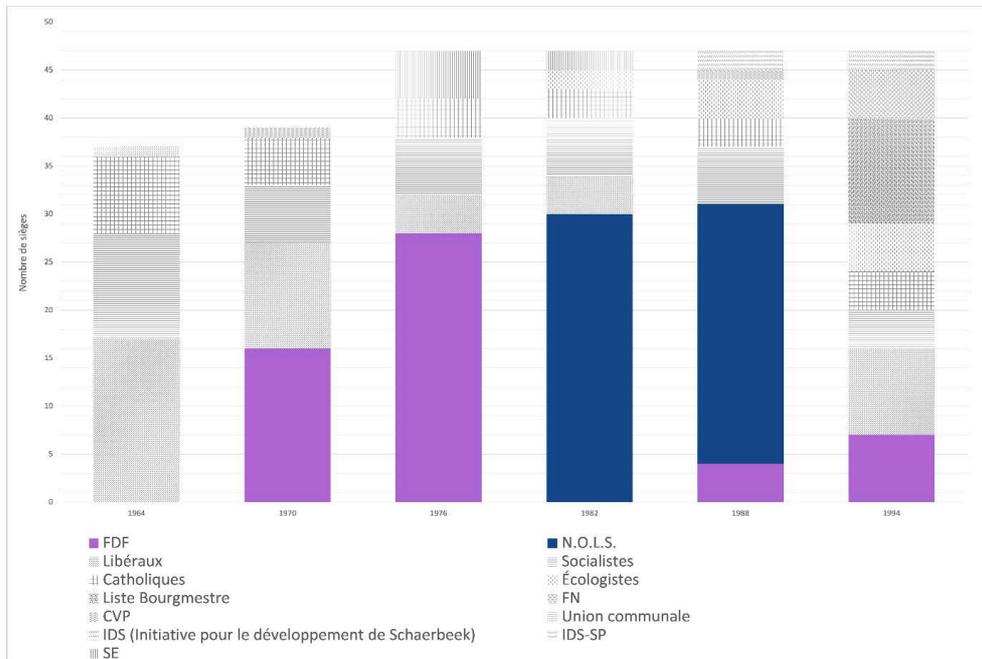
- 1 Dans le grand hall de l'hôtel communal de Schaerbeek trônent les bustes des anciens bourgmestres. Parmi eux, il en est un qui, depuis plusieurs années, déchaîne les passions : celui de Roger Nols. Faut-il conserver cette représentation de celui qui effectua quatre mandats successifs à la tête de la commune tout en défrayant régulièrement l'actualité nationale ? De « l'affaire des guichets séparés » (1971-1976) à son arrivée à dos de chameau à la maison communale (31 décembre 1986) en passant par l'invitation du leader français d'extrême droite Jean-Marie Le Pen en 1984, l'homme politique schaarbeekoïse eut en effet l'art de susciter les plus vives polémiques.
- 2 Dans une lettre ouverte envoyée le 5 septembre 2017 aux autorités communales de Schaerbeek, le Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie (MRAX) a demandé officiellement que l'on retire « le buste de ce raciste patenté » dont la présence parmi les autres bourgmestres « légitimise les positions inacceptables qu'il a

prises et les discours de haine qu'il a tenus »<sup>1</sup>. La majorité communale, sensible à l'argumentation, proposa d'abord d'apposer un écriteau rappelant les pages controversées de l'histoire schaarbeekoise symbolisées par ce bourgmestre avant de suggérer une réflexion plus large, basée sur un bilan de l'état des connaissances de la « période nolsiste ».

- 3 Interrogeant les raisons pour lesquelles le buste et le souvenir de ce bourgmestre paraissent si encombrants dans l'espace public, cet article propose de rappeler quelques grandes lignes de l'évolution politique, socio-économique et urbanistique de la commune pour comprendre le contexte dans lequel s'inscrit l'action de ce personnage. Cette réflexion permet en même temps de discuter des risques du « présentisme », c'est-à-dire l'utilisation du passé en fonction d'objectifs politiques actuels sans tenir compte de la réalité historique [Beauchemin, 2010 : 10 ; Van Drie et van Boxel, 2008].
- 4 L'extrême polarisation dont fait aujourd'hui l'objet la personne de Roger Nols ne doit en effet pas faire oublier qu'il occupa le fauteuil mayoral pendant près de deux décennies (1970-1989) grâce à d'impressionnants succès électoraux qui témoignent d'une grande popularité. Dans la mémoire collective, son nom reste pourtant associé à de multiples excès xénophobes qui marquèrent son « règne » et à un flirt assumé avec l'extrême droite, jusqu'à son adhésion, en fin de carrière, au Front National. Ses prises de position stigmatisantes visèrent également les néerlandophones car cette figure très en vue du FDF (Front démocratique des francophones) fut accusée de « racisme anti-flamand ». Dans le cadre dit de « l'affaire des guichets », il établit dans sa commune des guichets séparés non seulement pour les populations étrangères mais aussi pour les Belges néerlandophones. Cette mesure discriminatoire, visant à imposer le projet FDF du bilinguisme des services (et non des personnes) et qui allait à l'encontre de la législation linguistique adoptée en 1963, eut un large écho national.
- 5 En d'autres termes, le débat autour de ce buste est l'occasion de s'interroger sur l'impact local mais aussi national de ce long mayorat et sur le contexte particulier dans lequel il s'inscrit. Pour mener à bien cette étude, nous avons principalement examiné les travaux relatifs à l'histoire de la commune et du pays pendant la période « nolsiste », que nous avons enrichis par des entretiens semi-directifs avec onze personnes<sup>2</sup>.

## 1. L' « Ère Nols »

Figure 1. Le FDF et la liste N.O.L.S. au Conseil communal de Schaerbeek (1964-1994)



Sources : *Le Soir*, 14/10/1952, 13/10/1964, 13/10/1970 et [Mares, 1998]

- 6 Le début de l'« ère Nols » remonte aux élections communales de 1970, qui marquent un tournant dans l'histoire schaerbeekoise. Dominée depuis le 19<sup>e</sup> siècle par une alliance libérale-socialiste, la vie politique locale avait connu un premier bouleversement en 1946 avec la mise en place d'un cartel libéral-catholique emmené par les libéraux Fernand Blum (1947-1963) puis Gaston Williot (1963-1970). L'alliance semblait solide et, à la veille du scrutin du 11 octobre 1970, le conseil était encore composé de quinze libéraux, dix socialistes, dix catholiques, trois personnalités passées récemment au FDF, un CVP (Christelijke Volkspartij) indépendant, un élu de l'Union Schaerbeek et un dernier de l'Unité francophone. Au lendemain du scrutin, à Schaerbeek, comme dans plusieurs communes bruxelloises, le FDF fait une entrée fracassante au conseil communal : il obtient plus d'un tiers des voix, décroche 16 des 39 sièges et choisit de former une coalition avec le PSB (Parti socialiste belge) qui retrouve ainsi, 24 ans plus tard, le chemin du collège des bourgmestre et échevins. Cette victoire s'inscrit dans un contexte politique national bien particulier : c'est la première élection communale depuis l'« Affaire de Louvain » qui a cristallisé les oppositions linguistiques et politiques autour de la flamandisation de l'Université catholique. Le FDF, dont les positions dans le débat linguistique ne sont pas passées inaperçues, devient le premier parti de l'agglomération bruxelloise où il s'installe dans plusieurs fauteuils maïoraux (Schaerbeek mais aussi Etterbeek, Forest et Woluwe-Saint-Pierre).
- 7 À Schaerbeek, la victoire s'accompagne de l'accession au pouvoir d'un homme au parcours atypique : Roger Nols a fait mordre la poussière aux notables confortablement installés aux rênes de la commune. Né à Tilleur non loin de Liège, le 19 juillet 1922 et installé à Bruxelles depuis 1943, Roger Nols avait travaillé dans le secteur de l'hôtellerie avant de s'engager en politique, d'abord au sein du mouvement wallon puis, dans le parti libéral. Conseiller libéral suppléant en 1958, il avait été élu conseiller communal effectif en 1964 avec déjà plus de 5000 voix de préférence, après une campagne basée principalement sur la question de la liberté linguistique. Malgré ce score enviable (le

meilleur résultat personnel après le bourgmestre Gaston Williot), le PLP (le Parti de la Liberté et du Progrès qui réunissait les forces libérales) ne lui ayant confié aucun poste d'échevin, le nouvel élu s'était tourné vers le FDF, un parti en pleine expansion et qui sera à la base de sa fulgurante ascension politique.

- 8 Devenu bourgmestre en 1970, Nols est élu l'année suivante représentant FDF à la Chambre des Représentants. Aux élections communales de 1976, il emmène le FDF schaarbeekois vers une nouvelle victoire, décrochant cette fois une majorité absolue (60 % des sièges du conseil communal). Six ans plus tard, le très populaire bourgmestre prendra ses distances par rapport au FDF en présentant cette fois une liste indépendante intitulée N.O.L.S. (« Nouvelles orientations pour les libertés schaarbeekoises »). Nouveau succès : la liste remporte 30 des 47 sièges au conseil communal et permet à son leader de ceindre une fois encore l'écharpe mayorale. En 1983, la rupture entre Nols et le FDF est consommée : il quitte officiellement un parti très marqué par une cuisante défaite aux législatives de 1981, pour rejoindre les listes du Parti réformateur libéral (PRL). Sous cette bannière, il récolte aux élections européennes de 1984 un total de 92 969 voix de préférence, reflet d'une popularité qui dépasse très largement les frontières de sa commune. Privilégiant toutefois son mandat de député national, il laisse le strapontin européen à son colistier Daniel Ducarme. Il est réélu l'année suivante puis en 1987 comme député à la Chambre des Représentants (avec quelque 25 000 voix de préférence). En 1988, à la tête d'une autre liste N.O.L.S., il remporte une nouvelle fois les élections communales, décrochant au passage 7 668 voix personnelles soit 5 000 voix de plus que le deuxième candidat en voix de préférence (le socialiste Guy Lalot).
- 9 Le soutien électoral impressionnant dont bénéficie Roger Nols pendant près de deux décennies illustre l'adhésion d'une large frange des électeurs schaarbeekois aux politiques de leur bourgmestre. Un ancien élu FDF se rappelle :
- « Nols il a sa place. Et comment ! Il a régné pendant combien ? Vingt ans ! Oh oui. Il a été bourgmestre et réélu. La population l'aimait bien. Il y a toujours des opposants. Mais ce sont des hommes qui veulent prendre sa place. Non, non, il a bien géré. (...) »
- Nols (...) C'était un chef, moi je l'ai estimé beaucoup, il y en a qui lui ont fait des reproches évidemment mais c'est ceux qui n'étaient pas d'accord avec lui ! (...) Il était garçon de café, même pas, domestique dans des établissements tout près de la Bourse, en ville et puis il est sorti de sa cage pour faire de la politique et il a réussi, bravo ! bravo ! (...) »<sup>3</sup>
- 10 Les origines de Nols – ce « garçon de café » wallon né à Liège – qui tranchent avec le profil des leaders intellectuels du FDF ont vite fait de lui donner l'image tout à la fois de porte-étendard populaire de la défense du français à Bruxelles mais aussi d'un certain renouveau politique. Ainsi par exemple, le « Parc Fou », ce projet symbolique qu'il soutient en mai 1971, en tout début de mandat, reste un grand souvenir pour beaucoup de jeunes Schaarbeekois de l'époque<sup>4</sup>. Pendant un mois, le parc Josaphat se transforma en espace de création et d'expression politique, sociale et artistique. Une révolution pour une commune où marcher sur la pelouse du parc était jusqu'alors interdit. Mais c'est sans doute moins cet événement que le discours virulent du nouveau bourgmestre et ses positions intransigeantes pour la défense du français qui séduisent une large frange de la population francophone de sa commune<sup>5</sup>.
- 11 Près de deux décennies plus tard, en 1989, Nols se retire de la vie politique locale, officiellement pour raisons de santé. Il cède l'écharpe mayorale à Léon Weustenraad

auquel succèdera, trois ans plus tard, Francis Duriau. Les élections communales de 1994 seront marquées par une redistribution des cartes annonçant une nouvelle dynamique sous la houlette de Francis Duriau à la tête d'une Liste du Bourgmestre puis, en 2000, de Bernard Clerfayt, sous la bannière cette fois du FDF (aujourd'hui DéFi). Roger Nols quitte également son siège de député en 1992. Il sort de piste mais concrétise son virage vers l'extrême droite en rejoignant en 1995 le Front National puis en apportant son soutien à une dissidence de celui-ci, le Front nouveau de Belgique.

- 12 Dans la mémoire collective, l'évocation de Roger Nols est aujourd'hui principalement associée aux conflits communautaires et à ses prises de position xénophobes accompagnées d'une dérive vers l'extrême droite. Toutefois, résumer sa carrière politique à ces seuls éléments ne permet pas de comprendre sa longévité et surtout ses larges victoires électorales. Le débat sur la présence de son buste à l'hôtel de ville de Schaerbeek invite donc tout à la fois à un regard rétrospectif et à une remise en contexte de ses mandats en tenant compte de l'évolution d'une commune très marquée par les rapides transformations urbanistiques et sociales de la capitale ainsi que par les débats nationaux sur les questions linguistiques et migratoires.

## 2. Les défis de l'urbanisation

- 13 Jusqu'au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, Schaerbeek fut une commune rurale dont les fermes, moulins, potagers et autres cerisaiers produisaient des biens destinés aux marchés bruxellois. À partir de 1850, un grand nombre de ces surfaces agricoles sont progressivement transformées en terrains à bâtir. La destruction des remparts de Bruxelles, la prolongation de la rue Royale, la création de la première ligne de chemin de fer entre Bruxelles et Malines et l'installation d'une multitude d'industries sur des terrains à prix modiques modifient ensuite le paysage de la commune. Au tournant des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles, elle compte déjà 2 296 manufactures qui emploient près de 8 000 personnes. Cette transformation s'accompagne d'un développement des infrastructures de transport. La gare de Schaerbeek est aménagée en 1864, tandis que des lignes de tramways, les nouvelles chaussées de Haecht et d'Helmet puis au début du 20<sup>e</sup> siècle les boulevards Reyers et Lambermont, facilitent les déplacements internes et les liaisons avec les autres communes. [Kesteloot *et al.*, 2008 ; Wayens, 2016 ; Berckmans, 2014].
- 14 Après un début d'urbanisation chaotique, un plan d'ensemble pour l'aménagement du territoire est établi par les autorités communales au début du 20<sup>e</sup> siècle et les différents quartiers de Schaerbeek se dessinent peu à peu avec une mixité entre habitats privés, petites industries, commerces de proximité et centres administratifs. La commune développe une vocation plus administrative et commerciale et, au cours de la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle, n'échappe pas au processus de tertiarisation de l'économie belge [Kesteloot *et al.*, 2008].
- 15 Schaerbeek est aujourd'hui une commune très densément peuplée (132 799 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2020 soit un peu plus de 16 800 habitants/km<sup>2</sup>) et principalement résidentielle, malgré la présence de noyaux commerciaux et de quelques traces de son passé industriel. Tout comme les autres communes de la Région, elle connaît de nombreuses variations intra-communales. L'Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse la divise ainsi en quatre zones : le bas et le haut de Schaerbeek<sup>6</sup>, les alentours de la gare de Schaerbeek et Helmet [Wayens, 2016].

- 16 Le bas de Schaerbeek qui fait partie de la première couronne autour de la ville de Bruxelles, est le premier espace à s'urbaniser dès le milieu du 19<sup>e</sup> siècle. Ce quartier bourgeois connaîtra dans l'Entre-deux-guerres un phénomène de paupérisation : les logements devenus vétustes seront peu à peu désertés par la population aisée (qui préfère l'est de la commune) et loués à bas prix à des Belges et immigrés aux revenus plus modestes, un mouvement qui s'accroîtra encore après la Seconde Guerre mondiale [Kesteloot *et al.*, 2008].
- 17 Le haut de Schaerbeek, le quartier de la gare et Helmet connaissent une urbanisation plus tardive (dans les années 1920-1930 et après la Seconde Guerre mondiale). La densité de population y est encore aujourd'hui inférieure à celle du bas de la commune et, sur le plan social, ces quartiers sont soit mixtes (comme la cité-jardin de Terdelst), soit plus nantis (Plasky, Porte de Tervueren et Georges Henri). Les alentours de la gare de Schaerbeek sont caractérisés par de grandes maisons de maître entourant de larges espaces verts tandis qu'Helmet, un des anciens noyaux villageois de Schaerbeek, est un quartier où se mêlent maisons bourgeoises et logements sociaux.
- 18 Sur le plan urbanistique, l'après-guerre et le début de la « période Nols » sont marqués par plusieurs grands chantiers qui bouleversent le paysage communal : construction de la nouvelle Gare du Nord en lien avec la Jonction Nord-Midi (1952), destruction du Tir national (un complexe militaire où, de 1889 à 1963, s'effectuaient des exercices de tir) et regroupement à cet endroit de l'ensemble des services de la radio et télévision nationale RTB/BRT (1964-1978), destruction du Palais des Sports et construction du grand immeuble Le Brusilia (1966-1970), élargissement du boulevard Reyers en autoroute urbaine (début des années 1970).
- 19 De toutes les transformations, la plus marquante et la plus controversée est sans conteste le « projet Manhattan ». Lancé en 1967, celui-ci consistait à construire à proximité de la Gare du Nord un vaste quartier d'affaires international que ses promoteurs voulaient digne du World Trade Center de New York. Pour mener à bien cet immense projet, plusieurs quartiers populaires occupant quelque 53 hectares et situés sur les communes de Bruxelles, Saint-Josse-ten-Noode et Schaerbeek, furent tout simplement rasés entre 1967 et 1975 « pour cause d'utilité publique » et 13 000 personnes expropriées ou expulsées. Au début des années 1970, la crise pétrolière et l'arrêt brutal des ambitions immobilières mais aussi la très mauvaise réputation de ce projet, fort contesté, seront à l'origine de son arrêt. Les drames humains et sociaux causés par les expropriations conjuguées aux malversations politico-économiques et à des choix architecturaux et urbanistiques radicaux en avaient fait un sujet politiquement très sensible. La zone resta en friche pendant près de vingt ans avant d'être progressivement réinvestie par l'occupation des tours déjà en place puis la construction de nouveaux immeubles [Demey, 1992 : 105-169 ; Martens, 2009].
- 20 Malgré un large mouvement citoyen organisé pour soutenir sur le plan juridique et matériel les victimes des expropriations et pour dénoncer le projet et les intérêts des différents acteurs, il n'y eut jamais de réel plan de relogement [Schoonbrodt, 2007 : 384]. Pendant toute la période nolsiste, les dix hectares schaarbeekoïses de l'ancien projet Manhattan restèrent un terrain vague. Nouveau conseiller communal, Roger Nols s'était vivement opposé à ce projet mais devenu bourgmestre en 1970, il se montrera peu préoccupé par le sort des personnes déplacées, principalement des ouvriers immigrés en situation précaire et donc peu intéressants sur le plan électoral.

L'opportuniste politique du nouveau bourgmestre conjugué à la détérioration des finances communales explique probablement pourquoi ce dossier ne faisait plus partie de ses priorités.

### 3. La question linguistique et la radicalisation d'un bourgmestre FDF

- 21 Le peu d'intérêt porté par Roger Nols à la situation des habitants déplacés du Quartier Nord tranche avec son activisme sur le plan linguistique, où il déploie un zèle hors du commun qui contribuera à le faire connaître à l'échelle nationale.
- 22 Jusqu'au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, Schaerbeek, comme la plupart des communes bruxelloises, était encore largement « flamande » : le recensement de 1846 indique que 71,5 % de ses habitants ne parlent que le « flamand »<sup>7</sup>. Au cours des décennies suivantes, le prestige social et culturel du français, l'accès au marché de travail, l'enseignement (dominé par le français en tant que langue d'instruction) et les migrations internes au pays favorisent la francisation de la population ouvrière et des classes moyennes, à tel point qu'en 1947, date du dernier recensement linguistique, la situation s'est totalement inversée : 78,2 % des Schaerbeekois déclarent cette fois parler principalement ou exclusivement français, contre 21,2 % pour la langue néerlandaise [De Metsenaere, 1988 ; Kesteloot *et al.*, 2008].
- 23 Or, dans les années 1960, les tensions linguistiques, devenues communautaires, se font de plus en plus vives et, en 1963, la capitale devient une région officiellement bilingue. Dès les élections communales de 1964, le tout jeune Front Démocratique des Francophones (FDF), qui ne dépose pas encore ses propres listes, soutient les listes et personnalités qui affichent clairement leur volonté de défendre les droits des francophones. À Schaerbeek, la liste Unité francophone et le libéral Roger Nols en font partie. Quatre ans plus tard, ce dernier, comme un grand nombre de conseillers communaux de l'agglomération, apporte son soutien au « Manifeste des 29 », par lequel un groupe de parlementaires bruxellois défend avec force l'unilinguisme des agents et le bilinguisme des services dont le cadre linguistique devrait, selon eux, être établi « en fonction des besoins réels de la population » [Wynants, 2015].
- 24 En 1971, Roger Nols, à peine installé comme nouveau bourgmestre de Schaerbeek, frappe un grand coup : il décide d'appliquer ce principe à la lettre et le fait largement savoir dans les médias. À l'initiative de l'échevin de l'état civil, sa commune établit une séparation linguistique entre les guichets communaux : cinq guichets pour les Belges francophones, deux pour les habitants n'ayant pas la nationalité belge et un seul pour les usagers néerlandophones, alors que la législation linguistique de 1963 exige le bilinguisme des services communaux. La décision provoque un tollé médiatique et politique. Journaux, formations politiques, associations diverses mais aussi autres administrations communales commentent abondamment l'évènement pour soutenir ou contredire ces politiques linguistiques. L'« affaire des guichets » est née, qui alimentera la chronique politique de 1971 à 1976. Roger Nols soutenu par le FDF et, plus largement, par une série de défenseurs de la cause des francophones à Bruxelles fait école : en 1975, le principe de guichets séparés s'étend aux communes d'Etterbeek, Forest, Ixelles et Uccle, bien qu'elles ne soient pas toutes dirigées par un bourgmestre FDF. Des parlementaires néerlandophones, notamment issus de la Volksunie, s'indignent de ce qu'ils qualifient d'« apartheid » linguistique. Ils sont rejoints par divers mouvements

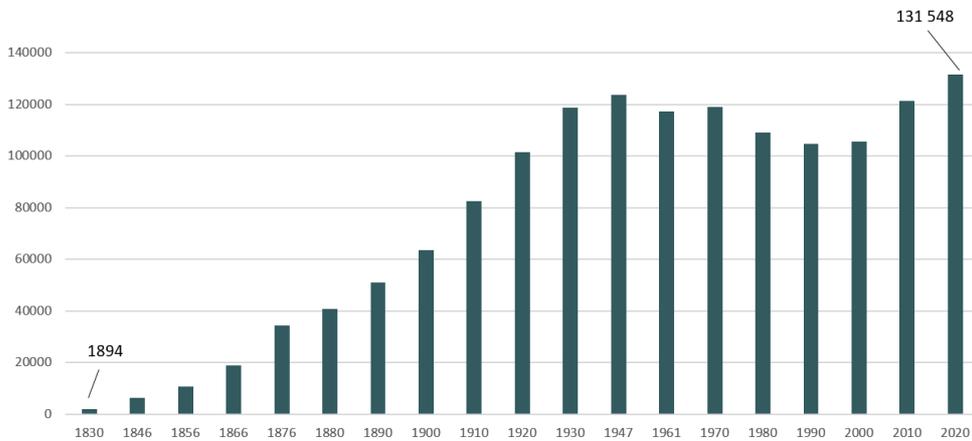
extrémistes flamingants tels que le Vlaamse Militanten Orde, le Taal Aktie Komitee ou Were Di. La Commission permanente de contrôle linguistique, suivie par le Conseil d'État, finit toutefois par trancher : la pratique est illégale. En juin 1976, le ministre de l'Intérieur met officiellement fin à l'ère de guichets séparés en envoyant d'abord un commissaire spécial accompagné par des gendarmes, avant l'établissement d'un compromis politique [De Groef, 2007].

- 25 L'affaire des guichets séparés de Schaerbeek n'en fit pas moins grand bruit, devenant un symbole des oppositions linguistiques dans un pays qui s'engageait sur la voie de la fédéralisation [Witte et Van Velthoven, 2011]. Elle contribua surtout à tailler au bourgmestre de Schaerbeek une réputation nationale. Dans les médias, Roger Nols est régulièrement présenté comme le défenseur acharné de la cause francophone et, dans un premier temps tout au moins, ses attaques publiques à l'égard des populations immigrées retiennent moins l'attention. Pourtant, en sus de créer des guichets différents pour les francophones et les néerlandophones, le bourgmestre avait aussi mis en place des guichets séparés pour les populations étrangères, sous prétexte que leurs dossiers requéraient des compétences spécifiques de la part des employés communaux<sup>8</sup>. Ce n'était qu'un début : après sa réélection triomphale de 1976, il fera passer d'autres mesures, toujours plus radicales à l'encontre des populations immigrées de Schaerbeek.

## 4. Une population qui se diversifie

- 26 Du milieu du 19<sup>e</sup> siècle au milieu du siècle suivant, la population schaarbeekoise connut une croissance spectaculaire. De 6 000 habitants en 1846, elle passe à 82 000 en 1910 pour atteindre 125 000 quarante ans plus tard. Le nombre d'habitants stagne ensuite pendant une quinzaine d'années avant de chuter entre 1965 et 1995. Cette année-là, la commune ne compte plus que 102 000 habitants. Les premières années du 21<sup>e</sup> siècle sont en revanche marquées par un nouveau retournement de tendance et, en 2020, Schaerbeek dépasse officiellement les 131 000 habitants. Cette courbe démographique n'a toutefois rien d'exceptionnel puisqu'elle suit l'évolution globale de la population bruxelloise, marquée depuis les années 1950 par un phénomène de périurbanisation qui conduit les habitants (surtout de la classe moyenne) aux marges de l'actuelle Région bruxelloise, puis au-delà de ce périmètre. Ce phénomène, combiné à une mortalité supérieure à la natalité, n'est pas immédiatement compensé par l'immigration internationale et induit donc un déclin global de la population bruxelloise entre 1965 et 1995 [Zimmer 2007 ; Wayens, 2016 ; Deboosere *et al.*, 2009].

Figure 2. Évolution du nombre d'habitants à Schaerbeek



Source : Site Internet de l'IBSA, Population/Évolution annuelle des 19 communes

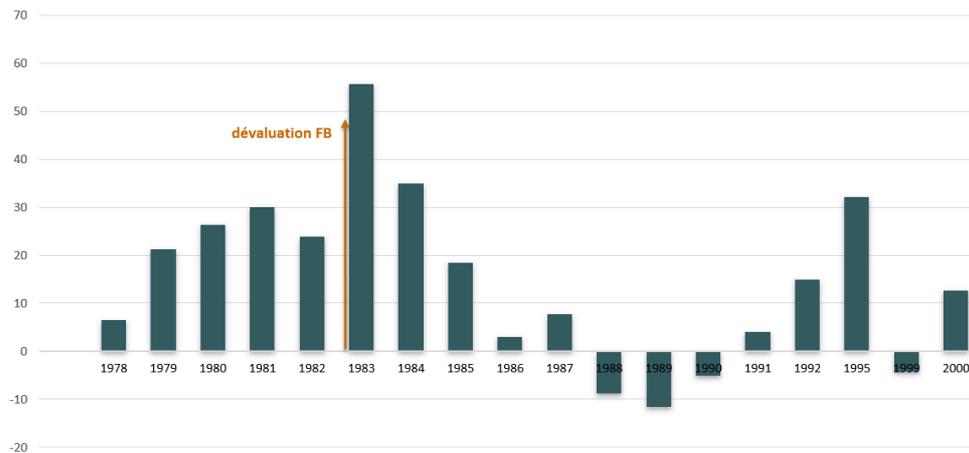
- 27 Si de l'après-guerre à la fin des années 1960, l'immigration fut en Belgique principalement liée à des contrats de travail temporaires offerts par des entreprises en pleine croissance et à la recherche de main-d'œuvre peu qualifiée, la crise des années 1970 conduisit les autorités à freiner cette migration économique. Conséquence de cela, les regroupements familiaux, les mariages, les demandes d'asile, les permis d'études mais aussi la libre circulation des membres de l'Union européenne devinrent les moyens privilégiés pour immigrer en Belgique [Panciera, 1976 ; Hanin, 2005]. Au niveau national, les restructurations et fermetures de mines et de nombreuses usines en Wallonie et en Région flamande, conjuguées à l'appel de main-d'œuvre dans la capitale (notamment pour de grands travaux d'infrastructure comme le métro), provoquèrent la migration vers Bruxelles de nombreux travailleurs étrangers déjà installés en Belgique et à la recherche d'un nouvel emploi [Noël et Vandermotten, 2004]. En 1967, plus d'un tiers des salariés étrangers présents sur le territoire belge résidaient dans le Brabant et la moitié des Espagnols et Marocains étaient concentrés dans cette même province [Panciera, 1976]. La combinaison de l'ensemble de ces phénomènes engendra une forte croissance de la proportion de la population étrangère sur le territoire des 19 communes : de 7 % des habitants en 1961, elle passa à 21,1 % en 1977 [Van der Haegen, Juchtmans et Kesteloot, 1995].
- 28 À Schaerbeek, où la croissance démographique observée pendant la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle s'expliquait principalement par l'arrivée de travailleurs belges attirés par l'installation de nouvelles industries, l'Entre-deux-guerres avait été marqué par l'installation de nombreux immigrants français, hollandais, italiens, allemands ou encore polonais. Ces groupes qui constituaient déjà en 1930, 10 % de la population de la commune et dont une partie importante était juive, s'étaient notamment installés autour de la Gare du Nord et de la rue Josaphat. À partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale, le mouvement migratoire s'élargit aux pays d'Afrique du Nord et à la Turquie. En 1972, 12 % de la population schaerbeekoise était ainsi composée d'immigrants et les cinq premières nationalités qui y étaient représentées étaient le Maroc, l'Italie, l'Espagne, la France et la Turquie [Panciera, 1982 : 8]. La proportion atteindra 33,2 % en 1981 puis 35,3 % en 1988 [De Biolley, 1994 : 36]. Ces immigrants se concentraient principalement dans les quartiers du bas de Schaerbeek où ils cohabitaient avec une population belge défavorisée occupant des logements à faibles

loyers qui, depuis la Seconde Guerre mondiale avaient été délaissés par les élites politiques au profit notamment des quartiers du haut de la commune [Kesteloot *et al.*, 2008].

## 5. Un bourgmestre qui se radicalise

- 29 À Schaerbeek comme dans l'ensemble de la région bruxelloise, l'exode périurbain des mieux nantis, l'impact de la réforme des subsides du « Fonds des communes » en 1976 (défavorisant Bruxelles), la délocalisation des entreprises et la baisse du revenu moyen des ménages, réduisirent les recettes communales alors que les dépenses liées aux infrastructures et à l'aide sociale augmentaient (voir figure 3). Confrontées à une crise économique et surtout financière dès la fin des années 1970, la plupart des communes bruxelloises furent touchées par un important déficit budgétaire. Schaerbeek connut l'une des situations les plus délicates [Deweerd, 1983 : 449]. Comme 16 autres communes bruxelloises, elle dut recourir à une aide sous forme de prêts (les « prêts Hatry ») qui s'éleva à 1,441 milliard de francs belges. Dans ce contexte financier difficile, le bourgmestre Nols, toujours à la recherche d'une saillie médiatique, se distingua une fois de plus : en 1987, il s'adressa directement aux habitants de la commune voisine d'Evere via une brochure leur suggérant une fusion entre les deux municipalités. L'opération n'eut finalement pas lieu, mais les débats sur le maintien des services communaux furent particulièrement vifs, le bourgmestre de Schaerbeek allant jusqu'à suggérer la fermeture de plusieurs écoles primaires communales et de l'hôpital de Schaerbeek Paul Brien [Vaesen, 2004 : 62 ; Vaesen, 2008 : 262 et 369].

Figure 3. Revenu médian à Schaerbeek, corrigé en fonction de l'inflation (base : 1977)



Source des données : Grimmeau, J.-P., communication personnelle, 11 juin 2020

- 30 Le déficit budgétaire de la commune associé à la paupérisation de sa population et à la croissance du nombre de résidents étrangers constitua un terreau fertile au développement des idées xénophobes. L'absence de droits politiques pour les personnes de nationalité étrangère « libéra » le discours de certains élus de toute contrainte électoraliste tant à Schaerbeek que dans plusieurs autres communes bruxelloises<sup>9</sup>. Privées de droit de vote, les populations migrantes apparurent comme la cible idéale justifiant l'état désastreux des finances publiques voire l'insécurité et le mal-être des autres habitants.

- 31 C'est dans ce contexte que, dès son second mandat à la tête de la commune, Roger Nols fonda une partie de sa popularité sur des déclarations et actions de plus en plus xénophobes et racistes. En 1979, il n'eut ainsi aucun scrupule à publier dans le fascicule *Schaerbeek Info* un « Appel aux immigrés » indiquant qu'il ne pouvait comprendre, « en cette période de crise économique et de chômage, le maintien de [leur] présence parmi nous » [cité dans Hanin 2005 : 93-94]. L'année suivante, il franchit une nouvelle étape, décidant, en toute illégalité, de limiter l'inscription à l'état civil de sa commune des étrangers issus de pays extérieurs à la Communauté économique européenne. Il le fit soit indirectement via une forte augmentation des taxes communales sur certains documents administratifs (permis de travail, attestation provisoire d'inscription, etc.) soit directement à travers des refus explicites. En juin 1981, il ordonna une grande opération de « sécurisation » d'un quartier du bas de Schaerbeek débouchant sur l'interpellation de 142 personnes, en majorité des immigrés. Deux ans plus tard, alors que la situation financière locale était désastreuse, il annonça au conseil communal puis à la conférence des bourgmestres, sa volonté de fermer 10 des 16 écoles communales de Schaerbeek, dont la plupart, situées dans le bas de Schaerbeek, accueillait (selon lui) 60 à 65 % d'élèves issus de l'immigration [Vaesen, 2008 : 369]. La décision, finalement annulée par l'autorité de tutelle, fit grand bruit. Elle fut probablement l'une des causes d'une baisse de fréquentation qui conduisit à la fermeture ou à la fusion de plusieurs de ces écoles [Vileyn, 2018].
- 32 Mais les actions « coup de poing » du bourgmestre ne s'arrêtèrent pas là. Le 28 septembre 1984, son cheminement politique le conduisit à inviter le chef de file de l'extrême droite française, Jean-Marie Le Pen, à donner une conférence au Neptunium de Schaerbeek. Deux ans plus tard, en décembre 1986, Roger Nols défraya à nouveau la chronique en se promenant à dos de chameau autour de l'hôtel communal, pour contester cette fois l'extension du droit de vote aux étrangers lors des scrutins communaux. Ce ne sont là que quelques-uns des faits les plus saillants d'une politique qui visait à stigmatiser les populations d'origine étrangère présentes dans sa commune. On peut y ajouter, durant toute la période 1970-1980, une stratégie d'intimidation envers ses opposants politiques et associatifs, une violence policière visant systématiquement les populations étrangères et une participation active à la médiatisation d'un discours xénophobe voire ouvertement raciste [De Biolley, 1994 ; Hanin, 2005].
- 33 A l'époque, Nols n'est toutefois pas le seul à agiter l'argument de l'« immigré » dans ses campagnes électorales ou à limiter les inscriptions à l'état civil. Depuis 1964, le ministre de la Justice avait « le pouvoir d'interdire aux étrangers de séjourner ou de s'établir dans les communes où l'accroissement de la population étrangère serait jugé excessif » [Rea, 2000 : 272]. Dans les faits, cette inscription était déjà conditionnée à Saint-Josse-ten-Noode par la salubrité du logement du demandeur. Elle le sera, par la suite aussi à Anderlecht ou encore à Ixelles. De plus, si en 1981 le gouvernement national Martens-Gol adopta une législation qui permettait à la seconde génération d'immigrés d'obtenir plus facilement la nationalité belge, elle autorisa, dans un même élan, l'interdiction d'inscrire des étrangers non-ressortissants de la Communauté européenne à l'état civil des communes présentant un pourcentage jugé « élevé » d'immigrés. La pratique de Roger Nols se trouvait en quelque sorte légalisée. En 1982, son « Appel aux immigrés » fut d'ailleurs imité à Forest, lorsque Henri Lismonde, conseiller communal FDF écrivit

une « Lettre à la canaille » stigmatisant les populations maghrébines [Wynants, 2015 : 53].

- 34 Au sein même de sa commune, Roger Nols n'agit bien sûr pas seul. Tant au conseil qu'au collège communal, nombre d'élus partagent ses positions [Lechat, 2015]. Les arguments sur la charge financière des immigrés, sur le « seuil de tolérance » de personnes de nationalité étrangère dans la population ou sur la délinquance supposément plus élevée dans les quartiers à forte concentration d'immigrés sont même énoncés au conseil communal de Schaerbeek bien avant l'accession de Roger Nols au maïorat. Le 10 juillet 1964, le libéral Robert Blockx n'hésite pas à déclarer que, du fait de l'arrivée massive de populations étrangères dans les quartiers des gares du Nord et de Schaerbeek, les habitants craignent désormais de sortir le soir, ce qui aurait un impact négatif sur les activités commerciales [Khoojinian, 2016 : 253]. Au cours des années suivantes, une série d'opérations policières (comme celles du 25 juin 1965 ou du 9 septembre 1966) sont menées dans les quartiers du bas de Schaerbeek pour arrêter les migrants en situation illégale. Mazyar Khoojinian note que « ces interpellations au domicile au petit matin de « délinquants étrangers », quand bien même leur seul crime est celui d'un séjour illégal, sont particulièrement anxiogènes pour leurs riverains belges et contribuent à entretenir une xénophobie latente » [Khoojinian, 2016 : 292]. Il paraît donc important de rappeler que c'est dans ce climat très particulier que Roger Nols accéda au maïorat. Le nouveau bourgmestre souffla en réalité sur des braises déjà incandescentes et utilisa sa réputation de provocateur pour tirer un bénéfice politique de ses prises de position toujours plus radicales.
- 35 Les impressionnants succès électoraux de Roger Nols et sa longévité politique témoignent de l'adhésion à son discours radical d'une partie importante des électeurs schaarbeekois et bruxellois en général. Si cette personnalité dont le buste fait aujourd'hui débat fut donc très populaire, ceci ne doit pas occulter le fait que ses actions suscitèrent aussi de très vives oppositions. Elles contribuèrent même à mobiliser de nombreux Schaarbeekois au sein d'un vaste tissu associatif particulièrement dynamique dans la lutte contre le racisme et l'exclusion sociale.

## 6. Schaerbeek, une pépinière d'associations

- 36 A la fin des années 1960, à Schaerbeek comme ailleurs, la décolonisation, Mai 68, Vatican II, les mouvements féministes, le désir d'échapper au service militaire, le souhait de partir dans un pays « du tiers-monde », la « découverte » d'un « quart-monde » à deux pas de chez soi, l'envie d'« expérimenter la vie d'ouvrier » pour les uns ou, pour les autres, la volonté de s'investir en faveur de différents groupes sociaux, furent autant d'arguments qui mobilisèrent nombre de jeunes schaarbeekois. Dans les années 1970, beaucoup d'entre eux choisirent de s'établir dans cette commune car de multiples expériences sociales y voyaient le jour tels que les habitats groupés rassemblant des personnes d'origines diverses et animées par un même esprit d'engagement social, de vie en communauté voire parfois d'idéal évangélique. De cette effervescence naquirent une kyrielle d'associations<sup>10</sup>. Dans la seule rue de la Poste on trouvait quasi côte à côte : le MRAX (Mouvement contre le Racisme, l'antisémitisme et la xénophobie), le Centre Avec (centre d'analyse sociale) ou encore les Services sociaux des quartiers 1030. Non loin de là s'étaient établis le Groupe d'Action Schaarbeek-Saint-Josse pour s'opposer au fameux « Plan Manhattan » ou encore le GAFFI (Groupe

d’animation et de formation de femmes immigrées) et l’école de devoirs « Rasquinet ». Les maisons de jeunes s’étaient pour leur part multipliées. Ces associations, nées principalement dans les quartiers du bas de Schaerbeek, « remplissent tour à tour les fonctions de “roue de secours ” d’un système défaillant, de “laboratoire” pour les politiques publiques, et de “poil à gratter” en interpellant les décideurs. Elles offrent surtout un accompagnement personnalisé aux gens en difficultés, afin de leur rendre confiance » [Uytendenbroek, 2016 : 107].

37 Bien malgré lui, Roger Nols favorisa l’émergence et le développement dans sa commune de cette intense vie associative. Une multitude d’organisations virent en effet le jour pour contrer ses politiques radicales et très médiatisées. En 1985, Schaerbeek ne comptait pas moins de 57 associations flamandes actives dans les domaines de la formation continue, les jeunesses et l’enseignement [Parmentier, 1988 : 234]<sup>11</sup>. Trois ans plus tôt, le Front Antiraciste de Schaerbeek (FAR) avait même proposé sa propre liste aux élections communales. Fondé à la suite de la publication de l’« Appel aux immigrés » de Roger Nols en 1979, le FAR qui se réunissait au café « Le Tigre » situé rue Josaphat 190, s’était mobilisé sur la question de l’inscription des étrangers à l’état civil de la commune et allié à diverses associations comme la Ligue des Droits de l’Homme ou le MRAX. Malgré le soutien associatif et syndical ainsi que l’enthousiasme de ses candidats, la liste « Démocratie Sans Frontières » récolta à peine 2 000 voix, ce qui ne lui permit pas d’entrer au conseil communal. De ce dynamisme associatif émergea aussi le mouvement « Démocratie Schaerbeekoise » qui, en 1988, après la troisième désignation de Roger Nols comme bourgmestre, décida d’assister systématiquement aux réunions du conseil communal et d’en diffuser le résumé via une brochure trimestrielle<sup>12</sup>.

38 Ces multiples initiatives, conjuguées aux combats menés au sein des partis traditionnels par une nouvelle génération d’hommes et de femmes politiques, préparèrent le terrain au renouveau qui marquera la vie de la commune après la démission du bourgmestre en 1989<sup>13</sup> comme le rappelait encore récemment l’ancienne ministre écolo Isabelle Durant :

« On a beaucoup milité contre Nols, qui laissait pourrir les quartiers du bas de la commune pour essayer de faire partir les immigrés. Ce travail a fortement influencé la vie associative de Schaerbeek. Aujourd’hui, cette vie associative est toujours très présente, autonome et très indépendante. »<sup>14</sup>

## Trente ans plus tard : Roger Nols dans les oubliettes de l’histoire ?

39 Impossible bien sûr de présenter en quelques pages deux décennies de gestion « nolsiste ». Ce n’était d’ailleurs pas l’objectif de ce texte qui visait plutôt à expliquer les succès électoraux de ce bourgmestre atypique en retraçant le contexte politique et socio-économique bruxellois dans lequel s’inscrivirent ses actions. Si Roger Nols eut souvent le don d’attirer tous les regards sur ses sorties médiatiques, il fut loin d’être la seule personnalité politique bruxelloise à prendre des positions aussi radicales. Dans le climat particulier des années 1970-1980, c’est surtout son opportunisme politique qui le conduisit à construire un discours qu’une bonne partie de l’électorat était prête à suivre, garantissant d’excellents scores électoraux qui lui permirent *in fine* de se maintenir au pouvoir.

- 40 Nous avons toutefois montré que la popularité de Roger Nols ne doit pas faire oublier que de nombreux électeurs et une myriade d'associations s'élevèrent avec vigueur contre les politiques de leur bourgmestre. C'est précisément l'une de ces associations qui demande aujourd'hui le retrait de son buste. Près de trois décennies après la fin de ce mayorat hors normes, les Schaerbeekois s'interrogent logiquement sur l'opportunité de maintenir le buste de l'ancien bourgmestre dans la maison communale : un tel choix ne revient-il pas à légitimer des prises de position clairement racistes ?
- 41 Faut-il dès lors déboulonner le buste de Roger Nols ? La décision ne revient certainement pas aux historiens mais les lignes qui précèdent montrent la nécessité de replacer les événements contestés dans un contexte plus large. L'histoire est rarement le fait d'un seul homme ou d'une seule femme, même si ce constat n'enlève rien à la responsabilité individuelle de chacun et de chacune. Le rapide bilan historique que nous venons d'esquisser permet de rappeler qu'il serait trop simple voire trop réducteur d'oublier que les discours et actions de Roger Nols bénéficièrent d'un réel soutien populaire et politique, illustré par ses victoires électorales. Centrer la critique sur sa seule personne pourrait conduire à exonérer à bon compte celles et ceux qui ont soutenu ouvertement ou dans le secret des urnes des discours et politiques racistes et xénophobes, tant à Schaerbeek que dans d'autres communes de la capitale.
- 42 Les débats en cours autour du buste de Roger Nols soulèvent la question des interactions complexes entre le passé et le présent (voire le futur). Les propositions sur le sort à réserver au buste se situent dans un continuum entre celles et ceux qui demandent de « ne rien faire du tout » (craignant de tomber dans une certaine forme de révisionnisme historique et/ou de rouvrir les plaies du passé) et celles et ceux qui veulent voir disparaître ce buste (pour marquer clairement la réprobation que suscite aujourd'hui la politique nolsiste). Entre ces deux extrêmes se situe une variété d'options qui méritent d'être discutées de manière approfondie au sein de la commune, comme l'ajout d'un cadrage historique (textuel ou visuel) ou une contestation bien visible du buste en question (par exemple via une transformation ou un déplacement de celui-ci). L'ensemble de ces stratégies renvoie à la question plus générale de notre traitement du passé lorsque celui-ci est contesté, sensible ou encore « chaud » (pour reprendre les termes de Wansink *et al.* [2018 : 500-501] dans le cas d'événements traumatisants). Comment les cadres, les concepts, les outils, les compétences... permettent-ils de « penser » ou de « raisonner » historiquement ? La question qui, à Schaerbeek, se cristallise autour de la personne de Roger Nols dépasse bien sûr la commune pour rejoindre un débat à l'ordre du jour un peu partout à travers le monde, un débat qui démontre chaque jour à quel point il est aussi complexe de mener un dialogue raisonné avec le passé que risqué d'appliquer le principe de « l'oubli historique ».
- 43 En d'autres termes, la réponse à cette question, apparemment très simple, « faut-il déboulonner le buste de Roger Nols ? » appartient aux Schaerbeekoises et aux Schaerbeekois. Elle nécessite un vaste débat public qui, pour être mené sereinement, doit prendre en compte le contexte historique présenté ici mais aussi la diversité des options possibles quant à l'avenir des symboles contestés qui peuplent nos espaces publics.

*Les auteurs tiennent à remercier Philomène Gallez chaleureusement. Ils expriment aussi leur gratitude à Alice Dobrynine pour ses précieux conseils tout au long de ce travail ainsi qu'à*

*Chantal Kesteloot, aux évaluateurs anonymes et aux responsables de la revue pour leurs relectures attentives.*

---

## BIBLIOGRAPHIE

### Interviews

France Blanmaillant (avocate), Chille Deman (assistant social) et Luc Walley (avocat), engagés auprès d'AMADA, du FAR et sur la liste Démocratie Sans Frontières (25/06/2018),

Albert Martens (sociologue à la UCL-KUL, engagé sur la question du logement et du Plan Manhattan, 27/06/2018),

Georges Verzin (homme politique N.O.L.S, FDF, MR, 28/06/2018),

Jean-Pierre Van Gorp (homme politique N.O.L.S, FDF puis PS, 16/07/2018),

Jacques Bouvier (secrétaire communal pendant les mandats de Roger Nols, 18/07/2018),

Jean-Marie Faux (jésuite, membre du FAR, fondateur du Centre AVEC, ex-secrétaire-général du MRAX, 20/07/2018),

Bernard Clerfayt (bourgmestre FDF, 24/07/2018 et 03/02/2021),

Paul Toussaint (échevin des finances sous Roger Nols, 24/08/2018),

Luc Uytendbroek (fondateur de Démocratie schaarbeekoise, 11/09/2018).

### Travaux

BEACHEMIN, J., 2010. *Le rapport à l'histoire dans la société des identités. La dette mémorielle comme enjeu*. Montréal, s.d. [Consulté le 26/10/2021]. Disponible à l'adresse : [http://centre-mcd.uqam.ca/upload/files/Publications/Jacques\\_Beauchemin/introduction.pdf](http://centre-mcd.uqam.ca/upload/files/Publications/Jacques_Beauchemin/introduction.pdf)

BERCKMANS, C. et DE PANGE, I., 2014. *Les textes d'introduction Schaerbeek, Introduction urbanistique*. Bruxelles : Service public régional de Bruxelles, Direction des monuments et sites. [Consulté le 02/05/2018]. Disponible à l'adresse : <http://www.irismonument.be/fr.Schaerbeek.html>

BEYEN, M. et DESTATTE, P., 2009. *Un autre pays. Nouvelle histoire de Belgique, 1970-2000*. Bruxelles : Le Cri.

BRYMAN, A., 2016. *Social Research Methods*. Oxford: Oxford University Press.

BOUSETTA, H. et SWYNGEDOUW, M., 1999. La citoyenneté de l'Union européenne et l'enjeu de Bruxelles. In : *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 1999/11, n°1636, pp.1-43.

COUVREUR, D., 1989. Roger Nols, une démission surprise. In : *Le Soir*. 25/05/1989.

DE BIOLLEY, O., 1994. *La vie politique des communes bruxelloises et l'immigration. L'argument « immigrés » dans les campagnes communales (1970-1988)*. Louvain-la-Neuve : Academia Bruylant, Sybidi Papers, 18.

- DEBOOSERE, P., EGGERICKX, T., VAN HECKE, E. et WAYENS, B., 2009. La population bruxelloise : un éclairage démographique. In : *Brussels Studies*, Notes de synthèse, mis en ligne le 12/01/2009. Disponible à l'adresse : <http://brussels.revues.org/898>.
- DELFORGE, P., s.d. Nols Roger. In : *Institut Destrée, Notices biographiques*. S.d. [Consulté le 16/11/2020]. Disponible à l'adresse : [http://www.wallonie-en-ligne.net/Encyclopedie/Biographies/Nols\\_Roger.htm](http://www.wallonie-en-ligne.net/Encyclopedie/Biographies/Nols_Roger.htm)
- DE GROEF, V., 2007. *De toepassing van de taalwetgeving van 1966 in Brussel. Case study: de Schaarbeekse lokettenkwestie (1971-1976)*. Bruxelles : VUB, licentiaatsverhandeling.
- DEMEY, T., 1992. *Bruxelles : Chronique d'une capitale en chantier, tome 2, De l'Expo'58 au siège de la C.E./E*. Bruxelles : Paul Legrain.
- DE METSENAERE, M., 1988. *Taalmuur = sociale muur? De negentiende-eeuwse taalverhoudingen te Brussel als resultaat van geodemografische en sociale processen*. Bruxelles : VUBPRESS, Centrum voor de Interdisciplinaire Studie van Brussel.
- DE SADELEER, L., 1981. *1971-1976. L'affaire des guichets de Schaerbeek. Reconstitution et réactions dans la presse quotidienne francophone et néerlandophone*. Bruxelles : ULB.
- DEWEERDT, M., 1983. Overzicht van het Belgisch politiek gebeuren in 1983. In : *Res Publica - Politiek Jaarboek 1983*.
- D'HOORE, M., 1997. Du PLP-PVV au PRL FDF, 1961-1992. In : *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 1997/9, n°1554-1555.
- Les élections communales du 11 octobre 1970 (1), In : *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 1970/31, n°496.
- KESTELOOT, C. et MARES, A., 1996. *Élections communales 1890-1970. Banque de données constituée par Chantal Kesteloot, Ann Mares & Claudine Marissal*. Bruxelles : Crédit communal, Collection Histoire, n° 95.
- KESTELOOT, C., 2004. *Au nom de la Wallonie et de Bruxelles français. Les origines du FDF*. Bruxelles : Éditions Complexe.
- KESTELOOT, C., DELIGNE, C. et VANDERMOTTEN, C., 2008. Schaerbeek. In : JAUMAIN, Serge (dir.), *La Région de Bruxelles-Capitale*. Bruxelles : Racine-Dexia, coll. Histoire et patrimoine des communes de Belgique, pp. 147-169.
- HANIN, J., 2005. *La lutte contre le racisme en Belgique : le MRAX face à l'immigration (1975-1993)*. Louvain-la-Neuve : UCL, mémoire de licence, Histoire.
- KHOIJINIAN, M., 2016. La Police des Étrangers face à l'immigration de travail dans la Belgique des *Golden Sixties* : gouvernementalité sécuritaire et gestion différentielle du séjour illégal (1962-1967). In : *Cahiers Bruxellois - Brusselse Cahiers*, vol. 2016/1, n°XLVIII, pp. 223-325.
- LECHAT, S., 2015. *Les rapports réciproques entre les majorités communales dirigées par Roger Nols et le secteur associatif à Schaerbeek (1971-1988)*. Bruxelles : ULB, Mémoire de maîtrise en histoire.
- Le « Manifeste des 29 » et ses répercussions sur les structures politiques de la région bruxelloise (I, II, III). In : *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 1969/18, n° 444-445), pp. 1-45 ; vol. 1969/22, n° 448-449, pp. 1-49 et vol. 1969/24, n° 450, pp. 1-39.
- MARES, A., 1998. *Een databank van 'politiek Brussel'*. Bruxelles : VUB.

- MARTENS, A., 2009. Dix ans d'expropriations et d'expulsions au Quartier Nord à Bruxelles (1965-1975): quels héritages ? In : *Brussels Studies*, document 29, mis en ligne le 05/10/2009. Disponible à l'adresse : <http://brussels.revues.org/685>
- MARTIN, B., PARMENTIER, S., WITTE, E. & VAN VELTHOVEN, H., 1987. *Taalgebruik, talentellingen en identiteitskaarten in Brussel-Hoofdstad*. Bruxelles : VUB-Centrum voor de Interdisciplinaire Studie van Brussel i.s.m. Vlaams Onderwijscentrum.
- MORTELMANS, D., 2013. *Handboek kwalitatieve onderzoeksmethoden*. Louvain/Gand : ACCO.
- NOEL, F. et VANDERMOTTEN, C., 2004. *La planification de Bruxelles dans le cadre du développement des « villes-mondes » - Rapport final*. Bruxelles : ULB. Disponible à l'adresse : [http://www.belspo.be/belspo/organisation/publ/pub\\_ostc/S3/rS311004\\_en.pdf](http://www.belspo.be/belspo/organisation/publ/pub_ostc/S3/rS311004_en.pdf)
- PANCIERA, S. et DUCOLI, B., 1976. Immigration et marché du travail en Belgique : fonctions structurelles et fluctuations quantitatives de l'immigration en Belgique – période 1945-1975. In : *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 1976/3, n°709-710, pp. 1-37.
- PANCIERA, S., 1982. Les Conseils Consultatifs Communaux des Immigrés, In : *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 1982/18, n°963, pp. 1-33.
- PIRET, P., 2004. Roger Nols fut le parfait semeur de zizanies. In : *La Libre Belgique*, 15/03/2004.
- REA, A., 2000. *Immigration, État et citoyenneté. La formation de la politique d'intégration des immigrés de la Belgique*, Thèse de doctorat, ULB.
- REA, A., 1997. Mouvements sociaux, partis et intégration. In : COENEN, Marie-Thérèse, et al., *La Belgique et ses immigrés. Les politiques manquées*. Louvain-la-Neuve : De Boeck Université, 1997, pp. 45-72.
- ROWIES, L., 1983. Les élections communales du 10 octobre 1982. In : *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 1983/17, n°1002.
- SCHOONBRODT, R., 2007. *Pouvoir et dire la ville*. Bruxelles : Archives d'architectures modernes.
- UYTDENBROEK, L., 2016. Les décoiffantes années 70-80 à Schaerbeek et alentours, In : *Aventures fraternelles ou chronique de la vie des quartiers dans les années 70-80 à Schaerbeek*, octobre 2016, pp. 105-112. Archives personnelles de Luc Uytendbroeck.
- VAESEN, J., 2004. *Entre interaction et autonomie. Les relations politico-financières entre la région de Bruxelles-Capital et les communes, 1994-2000*. Bruxelles : VUBPRESS.
- VAESEN, J., 2008. *Osmose, dwang en tegenmacht ? De verhouding tussen de openbare besturen in Brussel, 1970-2004*. Proefschrift ingediend tot het behalen van de graad van Doctor in Geschiedenis. Bruxelles : VUB.
- VAGMAN, V., 1994. Le mouvement wallon et la question bruxelloise. In : *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 1994/9 -10, n°1434-1435.
- VAN DER HAEGEN, H., JUCHTMANS, G., KESTELOOT, C., 1995. *Multicultureel Brussel*. Bruxelles : Région de Bruxelles-Capitale.
- VAN DRIE, J. et VAN BOXTEL, C., 2008. Historical reasoning: towards a framework for analyzing students' reasoning about the past. In : *Educational Psychology Review*, vol. 20, nr. 2, pp. 87-110.
- VAN GORP, J.-P., 2018. *Schaerbeek, De l'ombre vers la lumière*. Bruxelles : badlands.one.
- VILEYN, D., 2018. Kleurrijke burgemeesters: Roger Nols, de Vlamingenpester. In : *Bruzz*. 13/07/2018. [Consulté le 22/10/2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.bruzz.be/politiek/kleurrijke-burgemeesters-2-roger-nols-de-vlamingenpester-2018-07-13>

WANSINK, B., AKKERMAN, S., ZUIKER, I. Z. et WUBBELS, T., 2018. Where Does Teaching Multiperspectivity in History Education Begin and End? An Analysis of the Uses of Temporality. In : *Theory & Research in Social Education*, Vol. 46, n° 4, pp. 495-527.

WAYENS, B., Institut bruxellois de statistique et d'analyse, Observatoire de la santé et du social à Bruxelles, Institut de recherches interdisciplinaires sur Bruxelles de l'Université Saint-Louis – Bruxelles (direction : Benjamin Wayens), 2016. *Zoom sur les communes, Édition 2016, Zoom sur Schaerbeek*. Bruxelles : IBSA et OSS-COCOM.

WITTE, E. et VAN VELTHOVEN, H. 2011. *Les querelles linguistiques en Belgique*. Bruxelles : Le Cri.

WYNANTS, P., 2015. L'implantation du FDF dans les communes bruxelloises. I. 1964-2000. In : *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 2015/3, n°2248-2249, pp. 5-76.

ZIMMER, P., 2007. Les évolutions démographiques et socio-économiques de la Région de Bruxelles-Capitale depuis 1990. In : *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 2007/3, n°1948-1949, pp. 5-74.

## NOTES

1. <http://mrax.be/wp/lettre-ouverte-du-mrax-aux-autorites-communales-de-schaerbeek-pour-le-retrait-du-buste-de-roger-nols/>
2. Ces entretiens ont été menés au cours de l'été 2018. Pour déterminer les personnes à interroger, nous avons pratiqué un échantillonnage raisonné [Bryman, 2016 :187] en utilisant deux critères : (1) des personnes ayant été actives dans les milieux politiques ou associatifs pendant la période considérée ; (2) des personnes issues de milieux socio-professionnels différents et ayant des points de vue variés sur la période nolsiste, afin d'intégrer une multiplicité des voix [Mortelmans, 2013 :153]. La liste de ces personnes figure à la fin de l'article.
3. Témoignage anonymisé d'un de nos témoins.
4. Interview de Jean-Pierre Van Gorp, 16/07/2018 ; Mai 1971 : Un printemps à Schaerbeek, *Le pays est à vous*, 1971. <https://www.sonuma.be/archive/ce-pays-est-a-vous-du-18061971> [consulté le 16/02/2020]. Van Gorp fut conseiller communal à Saint-Josse avant de revenir à Schaerbeek et d'y devenir échevin de la jeunesse (N.O.L.S, 1988 à 1991), échevin de l'État civil (FDF, 1994-2000), échevin des Travaux publics (FDF, 2000-2006) et enfin simple conseiller communal (PS, 2006-2018).
5. Interview Paul Toussaint, 24/08/2018.
6. Le bas de Schaerbeek comprend les quartiers Chaussée de Haecht, Quartier Nord et Quartier Brabant. Le haut de Schaerbeek comprend les quartiers Colignon, Terdelt, Josaphat, Gare Josaphat, Parc Josaphat, Dailly, Plasky, Reyers, Georges Henri et Porte de Tervueren.
7. En l'absence d'une langue standardisée, il s'agissait en fait surtout d'un patois brabançon. Ces chiffres sont toutefois à considérer avec prudence [Martin *et al.*, 1987].
8. Interview de Bernard Clerfayt, le 03/02/2021.
9. La législation relative à la naturalisation ne sera assouplie qu'à partir de 1984. 200 000 personnes en bénéficieront à Bruxelles entre 1989 et 2009 (Deboosere, 2009).
10. Interviews de France Blanmaillant, Chille Deman, Luc Walley (25/06/2018), Albert Martens (27/06/2018), Jean-Pierre Van Gorp (16/07/2018), Jean-Marie Faux (20/07/2018) et Luc Uytendbroek (11/09/2018).
11. Outre les associations déjà mentionnées, on notera encore la présence à Schaerbeek des sections de la LDH (Ligue des Droits de l'Homme) et de syndicats (FGTB et CSC), le RDM (Regroupement démocratique marocain), l'AFM (Association des Femmes marocaines), l'AJMB (Association de la Jeunesse marocaine de Belgique) et l'UTT (Union des Travailleurs turcs de

Belgique), l'UFTB (Union des Femmes de Turquie en Belgique), la CCTB (Centre culturel des Travailleurs de Turquie), l'ACET (Association éducative et culturelle de Turquie) ou encore le CTIAA/Türk-Danis (Centre turc d'information, d'animation culturelle et d'action sociale).

12. Voir <https://demoscha.be>.

13. Interview de Bernard Clerfayt, 24/07/2018.

14. DE BOECK, P., 2021. Isabelle Durant : « On a beaucoup de chance d'avoir le parc Josaphat à Schaerbeek ». In : Le Soir, 13/08/2021.

## RÉSUMÉS

Faut-il déboulonner le buste de Roger Nols ? La question fait aujourd'hui débat. Interrogeant les raisons pour lesquelles la représentation et le souvenir de l'ancien bourgmestre de Schaerbeek paraissent si encombrants dans l'espace public, cet article souligne la nécessité de replacer les événements contestés dans un contexte historique plus large. Il met en garde contre une critique centrée sur la seule personne de Roger Nols qui pourrait exonérer à bon compte celles et ceux qui ont soutenu ouvertement ou dans le secret des urnes, des discours et politiques racistes et xénophobes, tant à Schaerbeek que dans d'autres communes de la capitale. Cette réflexion permet de discuter les risques du « présentisme », c'est-à-dire l'utilisation du passé en fonction d'objectifs politiques actuels sans tenir compte de la réalité historique. Elle montre qu'il ne revient pas aux historiens de prendre une décision sur l'avenir d'un tel buste mais qu'ils ont par contre un rôle essentiel à jouer pour documenter le contexte dans lequel l'action de la personne contestée s'est inscrite.

Moet het borstbeeld van Roger Nols worden weggehaald? Die vraag vormt momenteel het voorwerp van debat. In dit artikel onderzoeken de auteurs waarom de voorstelling van en de gedachtenis aan de vroegere burgemeester van Schaarbeek voor zoveel wrevel lijken te zorgen in de openbare ruimte, en maken ze duidelijk dat de omstreden gebeurtenissen in een bredere historische context moeten worden geplaatst. Ze waarschuwen ervoor dat door de kritiek te focussen op Roger Nols alleen, al diegenen die – openlijk of in het geheim via de stembussen – racistische en xenofobe standpunten en politici hebben gesteund er goedkoop van af zouden kunnen komen, zowel in Schaarbeek als in andere Brusselse gemeenten. Hun analyse doet de vraag rijzen naar de risico's van het "presentisme", met andere woorden het gebruik van het verleden in functie van de huidige politieke doelstellingen zonder rekening te houden met de historische realiteit. Ze toont aan dat het niet aan historici is om te beslissen over de toekomst van zo'n borstbeeld, maar dat zij wel een belangrijke rol vervullen bij het documenteren van de context waarop de actie van de betwiste figuur indertijd aansloot.

Should the bust of Roger Nols be removed? The question is now being debated. This article questions the reasons why the representation and memory of the former mayor of Schaerbeek seem so obtrusive in the public space, and emphasises the need to place the controversial events in a broader historical context. It cautions against focusing the criticism only on him, which could exonerate those who supported racist and xenophobic discourses and policies openly or in the secrecy of the ballot box, both in Schaerbeek and in other municipalities of the capital. This reflection allows a discussion of the risks of "presentism", i.e. the use of the past according to current political objectives without taking historical reality into account. It shows that it is not

the role of historians to make a decision about the future of this bust, but that they do have an essential role to play in documenting the context surrounding this controversial figure.

## INDEX

**Keywords** : municipalities, history, immigration, urban struggles, political staff

**Mots-clés** : communes, histoire, immigration, luttes urbaines, personnel politique

**Trefwoorden** gemeenten, geschiedenis, immigratie, stedelijke strijd, politiek personeel

**Thèmes** : 1. histoire – culture – patrimoine

## AUTEURS

### SERGE JAUMAIN

Professeur ordinaire d'Histoire contemporaine à l'Université libre de Bruxelles, spécialiste de l'histoire de Bruxelles, de Belgique et de l'Amérique du Nord, Serge Jaumain a dirigé le *Dictionnaire d'Histoire de Bruxelles* (Prosopon, 2013) et plus récemment *A historical perspective on the central boulevards in Brussels's city centre* dans Sofie Vermeulen et al. (éds) *Towards the Brussels Metropolitan City Centre*, Collection du BSI, Éditions de l'université de Bruxelles et VUB Press, 2020, pp.113-135.  
Serge.Jaumain[at]ulb.be

### JOOST VAESEN

Joost Vaesen est professeur associé à la Vrije Universiteit Brussel (VUB) (Bruxelles, Belgique). Ses cours portent sur Global City-Region Brussels. Language, Policy & Identity, Urban Education et sur la didactique de l'enseignement dans le domaine de la culture et de la société. Ils sont dispensés dans le cadre du programme de master en histoire et de master en éducation. Joost Vaesen a obtenu son doctorat en histoire (2008) sur le thème de la gouvernance bruxelloise (1970-2004). Ses recherches portent sur l'enseignement métropolitain et le modèle de gestion de Bruxelles.  
joost.vaesen[at]vub.be